



FLASH DE CONJONCTURE -MARS 2022-

N°2/2022



SYNTHESE

L'économie mondiale devrait se maintenir en progression en 2022, après s'être redressée l'année précédente. Toutefois, la persistance de la crise russo-ukrainienne et les sanctions qui en découlent font peser des risques sur cette dynamique. En effet, les effets combinés des mesures contre la Russie et les anticipations d'une durée dans le temps de la situation de guerre en Ukraine ont créé des distorsions qui induisent une flambée des prix de l'énergie, de certains produits alimentaires de base et d'intrants. Ces renchérissements de prix affectent négativement les coûts de production et le pouvoir d'achat des ménages à l'échelle mondiale.

Au plan national, l'environnement économique bénéficierait de l'accélération de la mise en œuvre du PND 2021-2025. Toutefois, des fragilités existent en lien avec la gestion de l'inflation importée et de l'impact des changements climatiques sur la production vivrière.

Dans ce contexte, sous l'hypothèse de la fin de la crise ukrainienne dans le courant du premier semestre 2022, l'activité économique poursuivrait sa bonne orientation. La croissance du Produit Intérieur Brut est attendue à 6,9%, soutenue du côté de la demande par la vigueur des investissements, de la consommation finale et de la demande extérieure. Du côté de l'offre, le dynamisme proviendrait à la fois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'exécution budgétaire serait affectée par la gestion des conséquences de la guerre russo-ukrainienne et de l'insécurité dans le sahel. Elle serait caractérisée par une dégradation du déficit budgétaire qui ressortirait à 5,7% du PIB contre 5,0% en 2021, sous l'effet d'une hausse des dépenses totales et prêts nets (689,1 milliards, 8,5%) plus importante que celle des recettes et dons (+186,1 milliards ; 3,0%).

Au mois de janvier 2022, la consommation d'électricité de moyenne tension augmente de 8,8% en glissement annuel, traduisant l'évolution favorable de l'activité industrielle. Quant au secteur tertiaire, il bénéficie de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes, excepté le transport ferroviaire de marchandises qui se contracte de 12,7% sur un an. Le début d'année 2022 est marqué par la persistance des tensions inflationnistes. Au mois de février 2022, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation s'accroît de 4,6% en glissement annuel, en légère décélération comparé au pic de +5,6% atteint aux mois de décembre 2021 et de janvier 2022. Afin de contenir la hausse des prix, le Gouvernement a adopté, le 9 mars 2022, des mesures visant à renforcer la lutte contre la vie chère.

La vigueur de l'activité se reflète dans l'évolution de l'emploi formel qui reste dynamique avec une hausse de 7,7% de l'effectif de salariés dans le secteur privé formel, en glissement annuel, au mois de janvier 2022. En ce qui concerne le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 14,0% et 64,2% sur les deux premiers mois de l'année en cours, comparé à la même période de l'année précédente. Il ressort de ces évolutions un excédent du solde commercial de 200,2 milliards de FCFA. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 15,8% sous l'effet d'une hausse des prix à l'import (+32,7%) plus importante que celle des prix à l'export (+11,8%).

La situation monétaire à fin janvier 2022 est caractérisée par une progression de 23,4% de la masse monétaire, en glissement annuel, attribuable à la hausse de l'ensemble de ses contreparties, à savoir les créances sur l'économie (+20,5%), les créances nettes sur l'Administration Centrale (+22,1%) et les actifs extérieurs nets (+ 44,2%). Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM Composite s'accroissent respectivement de 36,7% et de 52,6%, en glissement annuel, au mois de janvier 2022.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, l'économie devrait se maintenir en hausse en 2022, après avoir rebondi en 2021 suite à la baisse de 3,1% enregistrée en 2020. Toutefois, le déclenchement de la crise russo-ukrainienne le 24 février 2022 et les sanctions consécutives décidées par l'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis menacent cette dynamique. En effet, les sanctions impactent négativement les échanges mondiaux. En outre la crise ukrainienne amplifie la hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel, contribue à l'accroissement des prix de produits alimentaires et d'intrants tels que le blé, l'huile et l'engrais dont la Russie et l'Ukraine sont de principaux exportateurs. L'envolée du cours de l'énergie alimente le renchérissement du coût du fret. Dans ce contexte, l'inflation mondiale s'accélère, touche tous les continents et fait peser des risques sur la croissance économique mondiale.

Sur le marché international des matières premières, la plupart des cours des principaux produits d'exportation et d'importation de la Côte d'Ivoire s'orientent à la hausse.

En évolution mensuelle, au mois de février 2022, les cours du blé (+4,3%), de l'huile de palme raffinée (+12,7%), du pétrole brut (+11,9%), du coton (+5,0%), du cacao (+3,4%), du café (+3,2%), de l'or (+2,2%) et du caoutchouc naturel (+1,4%) progressent. Concernant le pétrole brut, la tendance haussière des cours entamée depuis le mois de mai 2020 s'accroît, en lien avec la montée des tensions entre la Russie et l'Ukraine. Quant au cours du cacao fèves, il se redresse après deux mois successifs de baisse, impulsé par les anticipations d'une contraction de l'offre

mondiale. En revanche, le cours du riz est stable (+0,0%) tandis que le cours du sucre fléchit de 1,6%.

En moyenne sur les deux premiers mois de l'année, les cours du pétrole brut (+56,5%), du cacao (+4,6%), du coton (+50,2%), du caoutchouc naturel (+13,1%), de l'huile de palme raffinée (+44,4%), du café (+76,6%), du blé (+32,1%), de l'engrais (+117,2%) et du sucre (+11,6%) ressortent en hausse comparé à la même période de l'année précédente. S'agissant du cours de l'or, il baisse de 0,1%. La hausse des cours de certains principaux produits devrait s'accroître sur le marché international avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Il s'agit notamment des produits énergétiques, du blé, de l'huile et des engrais.

Sur le marché des changes, au mois de février 2022 et comparé au mois précédent, l'euro s'apprécie par rapport au dollar US (+0,2%), au yen (+0,5%), au dollar canadien (+1,0%) et à la livre sterling (+0,3%) tout en restant stable face au yuan renminbi.

Au plan national, l'activité économique devrait continuer de se consolider en 2022, grâce à l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2021-2025 à travers l'exécution du Plan de Travail Gouvernemental 2022 et du Programme Social du Gouvernement 2022-2024.

Avec l'exécution du PS-Gouv 2022-2024, le Gouvernement entend poursuivre l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la mise à la disposition d'infrastructures et de services sociaux de base en vue de réduire les inégalités et la pauvreté.

Quant à la mise en œuvre du Plan de Travail Gouvernemental 2022 décliné en 445 projets et 219 réformes pour un coût global de 3 497,3 milliards de FCFA, elle devrait contribuer à (i) accélérer la transformation de l'économie nationale, (ii) améliorer le volet social et l'emploi des jeunes, et (iii) consolider la bonne gouvernance ainsi que la lutte contre la corruption.

Ces programmes mises en œuvre par le Gouvernement contribueraient à booster les investissements privés grâce à l'effet de levier des investissements publics, à améliorer le climat des affaires. En outre, le secteur privé devrait bénéficier du renforcement des actions visant l'amélioration de la compétitivité et de l'accès des PME au crédit à travers une réforme de l'écosystème des Institutions publiques d'accompagnement et de financement des entreprises.

Par ailleurs, les programmes gouvernementaux devraient se traduire

par des créations d'emplois qui favoriseraient la consommation finale.

L'activité économique tirerait également avantage d'une demande extérieure orientée à la hausse grâce notamment au renforcement des actions de promotion et ce, malgré les incertitudes sur l'environnement international.

Toutefois, les tensions inflationnistes enregistrées en 2021 devraient se maintenir en 2022, en lien avec (i) la persistance de la pandémie de la Covid-19 qui affectent les chaînes logistiques mondiales et le fret, (ii) l'envolée des cours des produits énergétiques ainsi que de certains produits alimentaires et intrants en relation avec la crise russo-ukrainienne débutée le 24 février 2022, et (iii) la crise sécuritaire qui perdure dans les pays du sahel comme le Mali et le Burkina-Faso et qui impacte négativement l'approvisionnement des marchés intérieurs en bétail et de produits maraîchers.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Côte d'Ivoire devrait croître de 6,9% en 2022, après une hausse de 7,4% en 2021, sous l'hypothèse de la fin de la crise ukrainienne dans le courant du premier semestre 2022.

L'activité économique nationale serait portée par le dynamisme des secteurs primaire (+2,0%), secondaire (+9,9%) et tertiaire (7,7%).

Elle bénéficierait d'une demande robuste aussi bien au niveau des investissements (+10,0%), de la consommation finale (+4,7%) que de la demande extérieure (+6,9%).

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire serait marqué en 2022 par un rebond de la **production vivrière** de 4,5% après la stagnation de -0,4% enregistrée l'année précédente. Cette évolution proviendrait de l'accroissement de la quasi-totalité de ses composantes notamment les tubercules, la banane plantain, les autres cultures et les céréales excepté le fonio. Ces prévisions s'appuient sur la mise en œuvre de mesures de soutien à la production et à la commercialisation.

L'agriculture d'exportation ressortirait en hausse de 1,0%, en légère décélération comparée à l'accroissement de 4,9% en

2021. Cette prévision résulte de l'effet conjugué de la contraction attendue des productions de cacao fèves (-5,8%), d'huile de palme (-5,7%) et d'ananas (-5,7%) et de la progression projetée des productions de café (+71,3%), de banane (+7,0%), de coton graine (+4,1%), de sucre (+2,0%), de caoutchouc (+22,5%), et d'anacarde (+7,2%).

La filière de **l'anacarde**, bénéficie des bonnes pratiques agricoles qui améliorent les rendements des plantations. La production devrait atteindre 1 036 483 tonnes en 2022, en hausse de 7,8% par rapport à 2021. Au niveau de la transformation, le volume usiné localement devrait atteindre 180 000 tonnes sur la campagne 2022, en progression de plus de 30% par rapport à la campagne précédente, en lien avec l'installation de nouvelles usines de transformation. En effet, les capacités installées devraient s'accroître avec la construction de zones agro industrielles (ZAI) dédiées à l'anacarde dans les villes de Korhogo et Bondoukou dont les travaux démarrés en 2021 devraient s'achever au deuxième trimestre 2022.

Au niveau de la filière **coton**, le prix bord champ a été fixé à 300 FCFA/kg pour la campagne 2021/2022 qui a débuté en octobre 2021, identique à celui de la campagne précédente. Le Gouvernement a soutenu ce prix à hauteur de 32,9 FCFA/kg. La filière prévoit une production de 582 485 tonnes de coton graine pour la campagne 2021-2022 sur une surface de 484 404 hectares, soit un rendement moyen maintenu à 1 200 kg/ha. Cette prévision correspond ainsi à une légère hausse de 4% par rapport à la campagne précédente.

Sur les deux premiers mois de l'année 2022, les productions de banane dessert et de coton graine ressortent en recul respectivement de 13,4% et 4,9%.

Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	2 mois 2021	2 mois 2022	Variation (%)
Banane dessert	85179,9	73734,9	-13,4%
Coton graine	250379,3	238166,7	-4,9%

Sources : DGE, OPA, MEMINADER

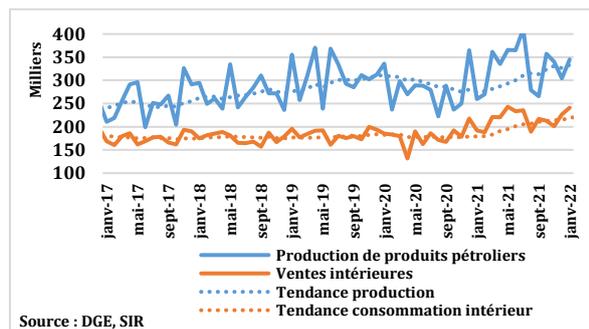
1.2 Secteur secondaire

En 2022, le secteur secondaire devrait poursuivre son dynamisme observé durant l'année 2021. Il serait porté par l'activité industrielle et par le BTP. Cependant, la situation internationale avec la crise ukrainienne a provoqué une hausse des prix du pétrole brut et pourrait accroître les coûts de production industrielle.

Au mois de janvier 2022, la consommation d'électricité de moyenne tension augmente de 8,8% en glissement annuel, traduisant la bonne orientation de **l'activité industrielle**. Ce dynamisme est confirmé par la hausse des importations en volume de biens intermédiaires (+32,2%) au mois de janvier 2022.

Au niveau de la division « raffinage pétrolier et cokéfaction », la quantité produite de produits pétroliers augmente de 32,8% au mois de janvier 2022, en glissement annuel, stimulée par la hausse de la consommation intérieure (+25,3%) et des exportations (+59,5%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



Dans les **industries extractives**, la division « extraction de minerais métalliques » bénéficie de la hausse des productions d'or (+28,1%) et de nickel (+58,8%).

Dans la division « extraction d'hydrocarbures », la production de pétrole brut se redresse de 8,3%, bénéficiant des opérations de maintenance menées en 2021. L'extraction est en hausse au niveau de l'ensemble des blocs excepté le bloc CI-40 qui enregistre un recul de la production de 7,4%. De même, la production de gaz naturel progresse de 24,2%, sous l'effet de la forte demande pour la production d'électricité de source thermique.

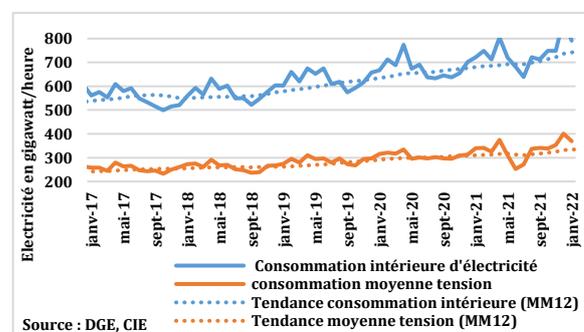
La production de diamant, dans la division « autres activités extractives », devrait également progresser en 2022, en relation avec la poursuite de l'exploitation après un arrêt momentané en juillet 2021.

Au niveau des « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production d'électricité connaît une augmentation de 3,3% soutenue par la hausse de la production de source thermique (+29,6%). Quant à la production d'électricité de source hydraulique, elle poursuit sa tendance baissière observée depuis le mois de novembre 2021 pour ressortir à 176,9 GWH au mois de janvier 2022 après avoir atteint 305,0 GWH au mois d'octobre 2021. Ainsi, au mois de

janvier 2022, la production de source hydraulique accuse des replis de 47,1% en glissement et de 19,4% en variation mensuelle.

Dans l'ensemble, la production d'électricité du mois de janvier 2022 a été essentiellement orientée vers la consommation intérieure qui affiche une hausse de 9,8% portée aussi bien par la consommation de moyenne tension (+8,8%) que par celle de basse tension (+10,6%). A l'inverse, les exportations reculent de 47,9%.

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



En ce qui concerne le BTP, il devrait poursuivre son essor observé au dernier trimestre de l'année 2021 et ressortir en augmentation de 14,2% sur l'année 2022. Il bénéficierait de la bonne exécution des projets d'infrastructures publiques en cours, notamment (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) la construction du pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) le prolongement de l'autoroute du nord jusqu'à Bouaké, (v) la construction de l'échangeur de l'indénié, ainsi que (vi) l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan. Le secteur du BTP devrait profiter également du démarrage de la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan.

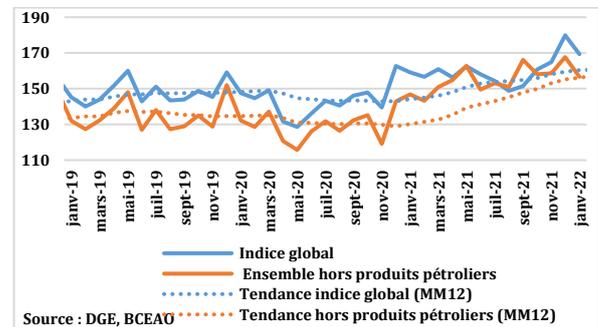
1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistrerait une hausse d'activité en 2022, portée par le dynamisme de l'ensemble de ses principales composantes. Le commerce bénéficierait de la normalisation continue de l'environnement économique national et des chaînes d'approvisionnement au niveau international, après les fortes perturbations enregistrées en 2020 et 2021. Au niveau du transport, les différents secteurs d'activités poursuivraient leurs embellies et devraient bénéficier de la poursuite des nombreux investissements en cours. Il s'agit, notamment, de l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte d'Ivoire dans le transport aérien et de la construction de plusieurs infrastructures routières dans le transport terrestre. Quant au secteur des télécommunications, il poursuivrait sa tendance à la hausse, bénéficiant de l'utilisation accrue des services et produits ainsi que de la poursuite des investissements visant à améliorer la couverture nationale et à déployer la fibre optique.

Au mois de janvier 2022, le secteur tertiaire est caractérisé par un Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail en progression de 6,5%, sous l'effet de la bonne tenue des ventes dans toutes les branches, à l'exception des « produits pharmaceutiques et médicaux » dont les ventes se contractent de 7,0%. Ainsi, les ventes de « produits d'équipement du logement » se bonifient de 17,7% sous l'impulsion de celle des « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verres et articles de verre » qui s'améliorent de 20,7%. Il en est de même des ventes dans les branches « produits de l'alimentation », « articles d'équipement de la personne » et

« produits pétroliers » qui progressent respectivement de 6,0%, 9,9% et 6,2%.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Le nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien se situe à 121 413, en accroissement de 24,0% par rapport au mois de janvier 2021, dénotant du redressement continu du trafic aérien après sa chute en 2020. Toutefois, le nombre de passagers reste encore en deçà de son niveau d'avant Covid-19, qui était de 155 124 en janvier 2019.

Le transport maritime est marqué par une hausse du trafic global de marchandises de 1,9% pour s'afficher à 2 713 770 tonnes de marchandises. Cette évolution résulte de l'augmentation du trafic de 18,9% au Port de San Pedro et de la contraction de 1,5% de celui du Port d'Abidjan.

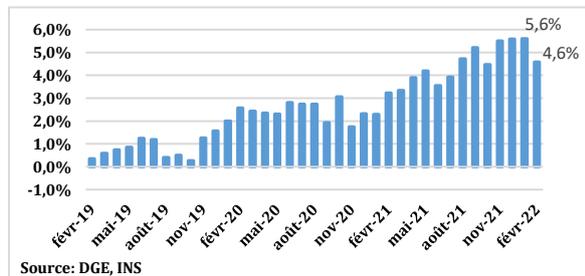
Dans le transport ferroviaire, le trafic global de marchandises se contracte de 12,7% au mois de janvier 2022, après avoir ralenti durant tout le second semestre de l'année 2021. Cette contreperformance est attribuable à la fois au recul des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (-12,5%) et au trafic intérieur (-95,6%).

1.4 Prix à la consommation

L'année 2022 serait caractérisée par la poursuite des poussées inflationnistes observées en 2021, en lien avec la raréfaction et le renchérissement de certains produits alimentaires liés au conflit russo-ukrainien, à la persistance de la Covid-19, ainsi qu'à l'insécurité dans le Sahel et qui perturbent l'élevage et la production maraîchère dans les pays comme le Mali et le Burkina Faso qui approvisionnent le marché ivoirien. De même, le dérèglement climatique au niveau national affecte la production agricole.

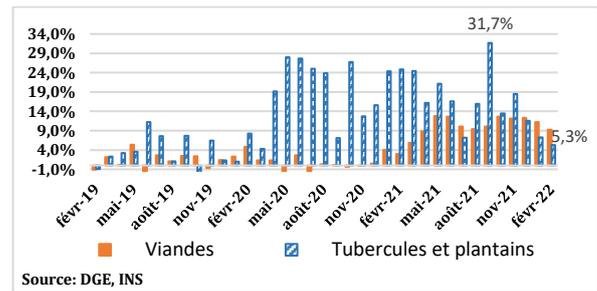
Au mois de février 2022, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) décélère pour se situer à 4,6% en glissement annuel, après des pics de 5,6% et 5,5% enregistrés respectivement aux mois de décembre 2021 et janvier 2022.

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



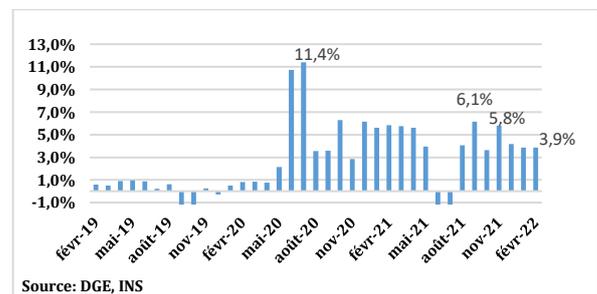
L'évolution de l'IHPC provient principalement du renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 8,8% en glissement annuel après +11,9% le mois précédent. Les produits enregistrant les plus fortes hausses des prix sont les légumes frais (+30,4%), les viandes (+9,3%), les céréales non transformées (+9,0%), les huiles et graisses (+8,6%), les tubercules et plantains (+5,3%) ainsi que les poissons (+2,2%).

Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



S'agissant des prix des produits non comestibles, ils ressortent en hausse de 2,7% en glissement annuel en légère décélération par rapport à la progression de 2,8% du mois de janvier 2021. Cette augmentation est portée par les fonctions « loyers effectifs » (+7,9%), « entretien et réparation des logements » (+7,8%) ainsi que « électricité, gaz et autres combustibles » (+1,3%).

Graphique 6 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel



En moyenne sur les deux premiers mois de l'année en cours, l'IHPC s'accroît de 5,1% en glissement annuel, sous l'effet d'une forte hausse de 10,3% de l'indice de la fonction alimentaire et boissons alcoolisées ainsi que d'une augmentation modérée de 2,7% des prix des produits non comestibles.

Le renchérissement des prix des produits comestibles est imputable au prix des « légumes frais » (+30,1%), des viandes (+10,2%), des huiles et graisses (+9,8%), des poissons (+8,8%), des « céréales non transformées » (+7,2%) ainsi que des « tubercules et plantains » (+6,2%).

En termes de provenance, les prix des produits locaux affichent un accroissement de 5,5% plus important que l'augmentation de 2,9% des prix des produits importés.

La hausse des prix aurait été plus importante n'eût été la subvention accordée, depuis le début de l'année, par le Gouvernement au prix à la pompe de produits pétroliers, notamment le gasoil, dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie sur le marché international.

Par ailleurs, face à l'accélération des prix du pétrole brut, du gaz naturel, ainsi que de certains produits alimentaires et intrants, le Gouvernement a renforcé les mesures de lutte contre la vie chère. Ces mesures au nombre de neuf ont été adoptées le 9 mars 2022. Il s'agit :

- de l'obligation d'une autorisation préalable pour l'exportation de produits vivriers de grande consommation ;
- du plafonnement des prix de certains produits de grande consommation pour une période de trois mois ;
- de l'élargissement de la liste des produits et services soumis à la réglementation de la concurrence et des prix ;
- de la subvention partielle, de janvier à mars 2022, des prix des produits pétroliers notamment le gasoil ;
- de l'instauration du principe de l'information préalable et de concertation, avant toute augmentation de prix des denrées de grande consommation, pour une période de six mois ;
- du démantèlement immédiat des barrages routiers illégaux et information des acteurs économiques et des populations sur les barrages réguliers ;
- de l'intensification de la communication, en vue d'informer les consommateurs sur les prix pratiqués, la disponibilité des produits de grande consommation et l'évolution des cours des produits et intrants sur le marché international ;
- de l'allocation d'un appui financier aux acteurs du vivrier afin de faciliter l'approvisionnement des marchés ;
- du renforcement de la surveillance du respect de l'affichage et des prix des produits réglementés.

1.5 Emploi

En 2022, le secteur de l'emploi formel poursuivrait son dynamisme en lien avec l'évolution de l'activité économique.

Au niveau du secteur public, les recrutements se renforceraient dans les secteurs de l'éducation et de la santé qui bénéficieraient de (i) l'intégration dans la fonction publique de 10 300 enseignants contractuels qui avaient été recrutés dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2018-2020 et (ii) l'accroissement des effectifs du personnel médical avec le recrutement prévu de 8 000 agents de santé à compter de la rentrée 2022-2023 contre 4 000 agents recrutés un an plus tôt. Toutefois, le nombre de fonctionnaires civils autres que ceux de la santé et de l'éducation seraient en baisse en relation avec la politique « un recrutement pour deux sorties de carrière » en vue d'une maîtrise de la masse salariale. Dans ce contexte, le rapport masse salariale en pourcentage des recettes fiscales devrait se situer à 37,2%, après 38,9% en 2021.

Aussi, dans le cadre de l'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes, 2 032 jeunes âgés de 14 ans et plus et ayant

pour niveau scolaire minimum CM2, seront formés à l'apprentissage d'un métier pendant six mois et bénéficieront d'un Certificat de Qualification Professionnelle à la suite d'un stage pratique en entreprise.

Concernant le secteur privé, au mois de janvier 2022, le nombre de salariés est ressorti à 935 658, en hausse de 7,7% par rapport à l'année précédente. Egalement, les nouvelles immatriculations progressent de 23,7% pour se situer à 8 942 contre 7 231 un an plus tôt. Elles ont concerné principalement les branches du commerce (34,4%), de l'industrie manufacturière (18,6%) et du BTP (12,9%).

2 FINANCES PUBLIQUES

L'exécution budgétaire serait affectée en 2022 par la gestion des conséquences de la guerre russo-ukrainienne et de l'insécurité dans le sahel.

Les recettes totales et dons augmenteraient de 186,1 milliards (+3,0%) pour s'établir à 6 326,3 milliards. Cette embellie proviendrait des recettes fiscales (+172,3 milliards ; +3,4%) et des dons (+110,2 milliards ; +59,7%) tandis que les recettes non fiscales baisseraient (-96,4milliards).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est attribuable aux taxes hors produits pétroliers (+98,3 milliards), aux impôts BIC hors pétrole (+95,0 milliards), et aux impôts sur les biens et services (+198,7 milliards). En ce qui concerne les recettes sur les mises à la consommation de produits pétroliers (Taxes sur les produits pétroliers), elles se contracteraient de 399,6 milliards en raison des abandons de certaines taxes pour limiter la hausse des prix à la pompe des carburants « gasoil » et

« super », consécutive à la hausse des cours du pétrole brut sur le marché international.

Les dépenses totales et prêts nets atteindraient 8 791,2 milliards, en progression de 689,1 milliards (+8,5%). Cette évolution résulterait de l'accroissement des intérêts sur la dette (+191,2 milliards), de la masse salariale (+98,2 milliards), des dépenses d'investissement (+762,2 milliards) et des dépenses de fonctionnement (+65,5 milliards) ainsi que du repli des « subventions et autres transferts » (-319,0 milliards) en lien avec la non reconduction des dépenses du plan de relance économique.

Il en résulterait un solde budgétaire déficitaire de 2 464,9 milliards représentant 5,7% du PIB, en dégradation comparé au déficit de 1 961,8 milliards (-5,0%) réalisé en 2021.

Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivé à échéance, la Côte d'Ivoire envisage de solliciter le marché sous régional et international à hauteur de 2 869,2 milliards.

3 COMMERCE EXTERIEUR

Dans un contexte marqué par des perturbations persistantes au niveau des chaînes d'approvisionnement et une envolée du coût du fret, le commerce extérieur hors biens exceptionnels, sur les deux premiers mois de l'année 2022, enregistre une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 14,0% et 64,2% en glissement annuel.

Les exportations sont soutenues à la fois par les ventes en valeur des produits

primaires (+2,0%), des produits transformés (+28,2%) et des produits miniers (+39,6%). Les produits qui contribuent à cette bonne orientation sont essentiellement le caoutchouc naturel (+66,1%), les produits pétroliers autres que le pétrole brut (+66,6%), l'or brut (+48,4%) et le pétrole brut (+26,6%). En outre, les exportations en valeur de riz et d'huile de palme progressent respectivement de 43,8 milliards de FCFA et 45,3 milliards de FCFA. Le riz bénéficie du regain de volume exporté s'affichant à 5 074 tonnes au terme des deux premiers mois de l'année 2022 contre 3 500 tonnes à la même période de l'année dernière, soit une augmentation de 45%.

Le caoutchouc naturel profite d'une augmentation des quantités exportées (+18,0%) et des prix à l'export (+40,8%). L'accroissement en valeur des ventes de produits pétroliers autre que le pétrole brut est attribuable au regain des prix de 74,4% malgré le repli des quantités (-4,4%). Les recettes à l'exportation de l'or sont tirées aussi bien par l'augmentation des quantités (+33,8%) que par celle du prix (+10,9%).

S'agissant des importations en valeur, elles sont portées par l'accroissement des achats de biens de consommation (+41,2%), de biens intermédiaires (+177,2%) et de biens d'équipement (+7,9%). De façon spécifique, elles tirent avantage des achats de produits pétroliers autre que le pétrole brut (+118,6%), de matières plastiques et ouvrage en ces matières (+92,1%), de riz (+69,4%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+86,7%), de « meubles, articles de literie et similaires, appareils d'éclairage » (+40,3%) et de machine électrique (+8,4%). En ce qui concerne les achats en valeur de pétrole brut, ils

explosent en passant de 15,8 milliards un an plus tôt à 291,9 milliards, soit une augmentation de 276,1 milliards. Cette évolution s'explique à la fois par une hausse des quantités et des prix. En effet, la Société Ivoirienne de Raffinage reprend les achats de brut pour la production après avoir opté en 2021 pour une plus grande utilisation de produits semi-finis.

Dans l'ensemble, une flambée des prix à l'importation est enregistrée. En ce qui concerne les prix des produits alimentaires, les plus forts accroissements sont observés au niveau des graisses et huiles végétales (+39,2%), du blé tendre (+31,3%), de la farine (+46,5%), du sel alimentaire (+28,2%), du riz (+18,7%), des poissons frais (+17,2%) et des viandes et abats comestibles (+10,7%).

Au niveau des biens intermédiaires, les principaux produits enregistrant de fortes hausses de prix sont le pétrole brut (+125,6%), l'engrais (+124,6%), les produits chimiques (+48,1%), le clinker (+44,3%) et le « fer, fonte, acier et ouvrage en ces métaux » (+36,9%).

Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de +200,2 milliards contre +573,1 milliards à fin février 2021. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 15,8% sous l'effet d'une hausse des prix à l'export (+11,8%) plus faible que celle des prix à l'import (+32,7%).

4

SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

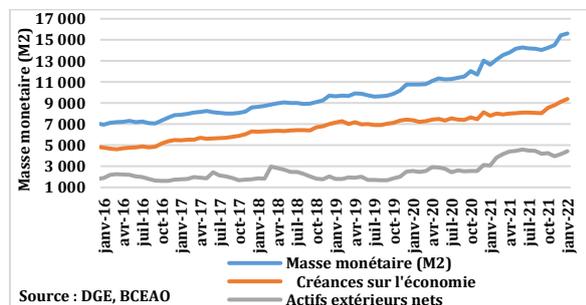
La situation monétaire et financière est caractérisée par une hausse du financement de l'économie et des principaux indices du marché boursier sous régional.

4.1 Situation monétaire

Le financement de l'économie ivoirienne continuerait de tirer avantage du maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire à travers le maintien des taux directeurs à leur plus bas niveau soit 2,0% et la mise en place de guichet spéciaux de financement des États de l'Union.

Au mois de janvier 2022, la masse monétaire au sens large (M2) augmente de 23,4% (+2 964,3 milliards), en glissement annuel. Cette expansion est attribuable aux actifs extérieurs nets (+44,2% ; +1 356,3 milliards), aux créances nettes sur l'Administration Centrale (+22,1%, +864,1 milliards) et aux créances sur l'économie (+20,5% ; +1 600,1 milliards).

Graphique 7 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



S'agissant de la situation des banques, elle est caractérisée par une hausse de 12,6% (+53,5 milliards) du montant des nouvelles mises en place de crédits au mois de janvier 2022 comparativement à la même période de 2021. Cette évolution est en lien avec la progression des *crédits de trésorerie* (+150,4 milliards), des *crédits destinés à diverses utilisations* (+93,9 milliards) et des *crédits d'équipement* (+17,4 milliards). Par contre, les *crédits à la consommation* (-81,1 milliards), les *crédits d'équipement* (-20,8

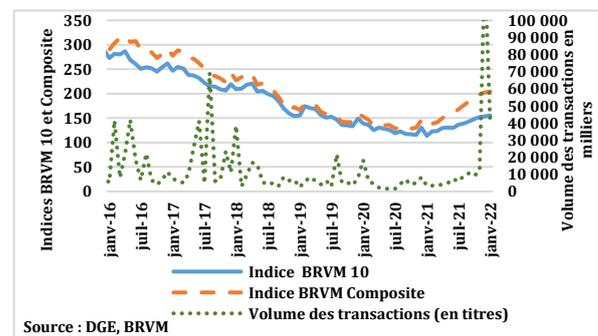
milliards) et les *crédits immobiliers* (-14,1 milliards) reculent.

La durée moyenne des crédits s'est établie à 11 mois contre 11,6 mois en janvier 2021, en diminution de 0,6 mois.

4.2 Marché boursier

Sur la place financière régionale, les principaux indicateurs conservent leur tendance haussière amorcée dès le mois de février 2021.

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Ainsi, au mois de février 2022, les indices de référence de l'activité boursière que sont les indices BRVM 10 et BRVM composite se consolident respectivement de 39,3% et de 58,4%, comparés à leur niveau du mois de février 2021. Les secteurs à l'origine de ces hausses importantes sont entre autres l'industrie (+193,8%), l'agriculture (+153,5%) et la distribution (+113,8%).

La capitalisation boursière se renforce également de 33,7% à fin février 2022, en glissement annuel, portée à la fois par le marché des actions (+58,4%) et celui des obligations (+17,5%).

Par ailleurs, le marché régional enregistre un PER¹ moyen de 13,16. Le taux de rentabilité du marché, quant à lui, ressort à 6,74%.

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

En moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2022, les indices BRVM 10 et BRVM composite augmentent respectivement de 38,1% et 55,5%.

En conclusion, en dépit d'un début d'année 2022 marqué par un environnement international morose du fait de la crise russo-ukrainienne, ainsi que la persistance de la Covid-19 et de l'insécurité dans le sahel, le PIB de la Côte d'Ivoire est prévu en hausse de 6,9% sur l'année, tiré par la vitalité des investissements, de la consommation finale et de la demande extérieure.

La croissance économique serait portée à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Ces prévisions tablent sur (i) l'accélération de la mise en œuvre du PND 2021-2025, (ii) la fin de la crise russo-ukrainienne dans le courant du premier semestre 2022 et l'atténuation progressive de ces effets sur le reste de l'année, et (iii) le redressement de l'agriculture vivrière grâce au soutien à la production et à la commercialisation.

Le financement intérieur serait bien orienté grâce au maintien de l'orientation favorable de la politique monétaire et les tensions inflationnistes feront l'objet d'une attention particulière dans un souci de préservation du pouvoir d'achat des ménages et de maintien de l'activité économique.

L'exécution budgétaire serait marquée par un accroissement des dépenses totales et prêts nets nettement plus important que celui des recettes et dons, en raison des contraintes liées à la préservation de la sécurité intérieure et à la lutte contre la cherté de la vie.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Jan.-21	Fev.-21	Sept.-21	Oct.-21	Nov.-21	Déc.-21	Jan.-22	Fev.-22	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-13,8%	11,8%	82,2%	107,7%	89,7%	48,8%	57,8%	55,4%	56,5%
Cours du cacao	-8,1%	-11,4%	4,1%	12,0%	1,5%	-1,0%	3,2%	6,0%	4,6%
Cours de l'euro par rapport au dollar	9,6%	10,9%	-0,2%	-1,5%	-3,6%	-7,1%	-7,0%	-6,2%	-6,6%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	nd	nd	-2,8%	nd	nd	-10,4%	nd	nd	nc ²
Café (données trimestrielles)	nd	nd	221,0%	nd	nd	21593,1%	nd	nd	nc
Coton	6,1%	10,0%	nd	nd	nd	0,0%	-6,6%	-3,0%	-4,9%
Anacarde		575,2%	-62,2%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
Secondaire									
IHPI global	-9,1%	-3,8%	0,3%	7,8%	15,4%	-2,3%	nd	nd	nc
IHPI hors extraction	-8,9%	-3,5%	4,6%	8,9%	14,8%	-2,3%	nd	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	-12,0%	-3,9%	4,2%	9,7%	17,3%	-4,0%	nd	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	5,3%	-2,2%	6,4%	5,7%	5,4%	6,1%	nd	nd	nc
BTP	-16,8%	-2,0%	-4,4%	6,7%	34,3%	4,1%	nd	nd	nc
Production d'électricité	5,4%	-3,0%	6,5%	5,8%	5,5%	6,3%	3,3%	nd	3,3%
Production de produits pétroliers	-22,6%	14,1%	-7,9%	50,8%	36,0%	-16,5%	32,8%	nd	32,8%
Pétrole brut	-18,2%	-15,0%	-36,7%	-27,1%	-13,1%	-6,1%	8,3%	nd	8,3%
Gaz naturel	-0,4%	-3,1%	7,0%	8,3%	20,8%	14,3%	24,2%	nd	24,2%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	7,8%	8,3%	3,7%	8,7%	18,2%	10,6%	6,5%	nd	6,5%
Trafic global maritime	23,2%	-6,5%	26,4%	-2,5%	23,3%	1,3%	1,9%	nd	1,9%
Total voyageurs aérien	-36,3%	-46,4%	99,3%	77,6%	104,0%	43,9%	24,0%	50,4%	36,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	11,7%	8,1%	-18,1%	-13,3%	-18,4%	-12,2%	-12,7%	nd	-12,7%
Echanges extérieurs									
Exportation en quantité	-10,5%	11,5%	5,6%	-12,6%	7,1%	-1,1%	-2,7%	-2,5%	-2,6%
Importation en quantité	-24,3%	19,6%	18,7%	12,4%	-4,5%	-4,8%	50,5%	-2,9%	20,5%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-4,5%	11,9%	18,7%	8,8%	38,0%	-7,8%	12,5%	15,6%	14,0%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-24,9%	11,1%	41,4%	36,0%	48,9%	27,0%	99,9%	33,4%	64,2%
Solde commercial (en milliards CFA)	343,76	229,39	-159,60	-112,31	268,35	40,69	21,04	179,15	200,19
Financement									
Masse Monétaire (M2)	17,6%	22,1%	21,9%	18,5%	23,7%	18,3%	23,4%	nd	23,4%
Actifs Extérieurs Nets	20,5%	56,6%	66,3%	65,5%	54,6%	32,3%	44,2%	nd	44,2%
Créances intérieures	15,8%	13,4%	11,9%	9,0%	16,9%	14,3%	21,0%	nd	21,0%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	42,2%	19,2%	18,1%	2,8%	14,5%	18,1%	22,1%	nd	22,1%
Créances sur l'économie	5,9%	11,0%	8,9%	12,1%	18,2%	12,5%	20,5%	nd	20,5%
BRVM composite	-12,4%	-5,0%	45,7%	52,1%	51,6%	39,1%	52,6%	nd	52,6%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	19,4%	11,2%	16,8%	2,6%	10,6%	-8,2%	nd	nd	nc
Dépenses totales & Prêts nets	26,6%	8,0%	-10,4%	9,2%	44,3%	32,2%	nd	nd	nc
Investissement public	189,2%	-62,9%	-10,0%	36,2%	66,7%	81,5%	nd	nd	nc
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	144,43	-14,34	-19,70	-251,06	-569,79	-392,26	nd	nd	nc
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,3%	3,2%	5,2%	4,5%	5,5%	5,6%	5,6%	4,6%	5,1%
Indice des biens alimentaires	3,1%	5,4%	10,2%	8,6%	11,0%	11,8%	11,5%	8,5%	10,0%
IHPC hors biens alimentaires	1,9%	2,2%	2,9%	2,5%	2,9%	2,7%	2,8%	2,7%	2,7%
Emploi									
Salariés secteur formel	6,1%	6,2%	6,1%	6,4%	7,2%	7,5%	7,2%	nd	7,2%
Salariés secteur formel privé	5,7%	6,1%	5,9%	6,5%	7,8%	8,1%	7,7%	nd	7,7%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 21 avril 2022

Date de validation : 22 Avril 2022

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

² nc : non calculé